

Kenya/Élection

Deux personnes tuées au Kenya où l'opposition crie à la fraude électorale

AFP
Nairobi/Kenya

Deux personnes ont été abattues par la police kenyane mercredi, après le rejet par l'opposant Raila Odinga des résultats provisoires de la présidentielle donnant la victoire au sortant Uhuru Kenyatta mais manipulée, selon lui, par piratage informatique.

AU lendemain de l'élection, la police a tiré des grenades lacrymogènes contre des centaines de manifestants rassemblés dans des fiefs de l'opposition coutumiers de ce genre d'échauffourées en période électorale, notamment à Kisumu (ouest). Mais dans le bidonville de Mathare, à Nairobi, la police a aussi tiré à balle réelle, tuant au moins deux personnes. "Ils faisaient partie d'un groupe qui manifestait dans ce secteur et les policiers ont été envoyés sur place

pour restaurer l'ordre. On nous rapporte que plusieurs d'entre eux étaient aussi des voleurs qui profitaient de la situation", a déclaré à l'AFP un responsable policier, sous couvert de l'anonymat. Un photographe de l'AFP a vu le cadavre de l'une des deux victimes, touchée à la tête.

La Commission électorale (IEBC) a publié mercredi en fin de journée les résultats transmis électroniquement par plus de 96% des bureaux de vote, créditant le président sortant Uhuru Kenyatta de 54,36% des suffrages, contre 44,76% pour Raila Odinga, sur un total de 14,6 millions de votes comptabilisés. Ces résultats provisoires doivent encore être validés sur la foi des procès-verbaux des bureaux de vote.

"Il s'agit d'une fraude d'une gravité monumentale, il n'y a pas eu d'élection", a déclaré à la presse Raila Odinga. Des accusations qui, combinées aux manifestations, font resurgir le spectre des violences de la



Photo : D.R.

L'opposant Odinga conteste déjà les résultats de l'élection présidentielle kenyenne.

présidentielle de 2007. Selon le rival de M. Kenyatta, des pirates informatiques ont "manipulé" le système de comptage des voix grâce aux codes d'accès d'un responsable informatique de la Commission électorale assassiné un peu plus d'une semaine auparavant. M. Odinga, qui avait également contesté ses défaites en 2007 et 2013, a soutenu être en tête de l'élection. Il a également appelé les Kényans au calme avant toutefois d'ajouter: "Je ne contrôle pas le peuple". Le président n'a pas encore réagi aux résultats provi-

soires, alors que son parti a rejeté les accusations de l'opposition. Le président de l'IEBC, Wafula Chebukati, a souligné que les résultats publiés en ligne ne sont pas "définitifs". La collecte des copies originales des procès-verbaux de chacun des bureaux de vote, en vue de la publication des résultats définitifs, pourrait prendre plusieurs jours, a-t-il dit. "Pour l'instant, je ne peux pas dire si ce système a été piraté ou non", a en outre déclaré M. Chebukati au sujet du piratage informatique évoqué par l'opposition.

Pendant ce temps, à Kisumu (ouest), un des bastions de l'opposition, des centaines de partisans de M. Odinga avaient érigé des barricades et mis le feu à des pneus. "Si Raila n'est pas président, nous ne pouvons pas avoir la paix", a vitupéré l'un d'eux avant que les gaz lacrymogènes de la police ne dispersent la foule. Mercredi, les rues de Nairobi étaient anormalement calmes. La police anti-émeute a été déployée dans plusieurs bidonvilles de la capitale, est intervenue à Mathare et Huruma, dans le nord-est de la ville, notamment en tirant des coups de semonce en l'air. Candidat pour la quatrième fois à la présidentielle, M. Odinga avait crié à la fraude en 2007 à l'annonce de la réélection du président Mwai Kibaki. Le Kenya avait alors plongé dans deux mois de violences politico-ethniques et de répression policière ayant fait 1.100 morts et plus de 600.000 déplacés.

Afrique-Etats-Unis/ Forum Agoa

Le commerce entre les Etats-Unis et l'Afrique au sommet

AFP
Lomé/Togo

LE président américain Donald Trump a rarement mentionné le commerce avec l'Afrique depuis son arrivée au pouvoir en début d'année. C'est à peine d'ailleurs s'il a mentionné le continent. Mais le forum annuel AGOA (African Growth and Opportunity Act; Loi sur la Croissance et les Opportunités de Développement en Afrique) qui se tient actuellement à Lomé est l'occasion pour les hauts représentants commerciaux américains de s'entretenir avec des délégations ministérielles de l'Afrique subsaharienne, et de révéler les stratégies économiques que Washington souhaite développer avec ce continent de 1,2 milliard d'habitants. L'Agoa cet accord commercial a été mis en place en

2000, sous l'administration Clinton, pour faciliter et réguler les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'Afrique. Au fil des années, 6.000 produits sont concernés par les réductions de taxes à l'importation, mais elles ne sont applicables que sous certaines conditions. Les pays participants à l'AGOA doivent remplir des conditions concernant les droits de l'Homme, la bonne gouvernance et la protection des travailleurs. En 2017, le nombre des pays éligibles à l'AGOA s'est élevé à 38.

Quelle politique commerciale avec l'Afrique sous Trump ?

Le président américain n'a pas montré de signes très encourageants pour le continent lors de ses premiers mois à la Maison Blanche. Il s'est jusqu'à présent concentré sur les accords de libre échange nord-américains (North

American Free Trade Agreement) ou sur les accords commerciaux avec la Chine. Mais la délégation américaine de Lomé sera présidée par Robert Lighthizer, son représentant direct au Commerce à Washington. Le président Trump a souvent répété qu'il mettrait "l'Amérique d'abord" dans toute négociation des accords commerciaux, mais le porte-parole américain présent à Lomé a assuré que Washington avait un "intérêt très important pour le marché africain". "Il y a des opportunités pour les investisseurs américains dans plusieurs secteurs", a-t-il expliqué à l'AFP. "Par exemple le secteur de l'énergie électrique, les opportunités sont énormes. Il y a également l'agriculture. Les structures en Afrique doivent se moderniser, d'où l'accompagnement de secteur privé américain".

Toutefois, les importations

américaines en provenance de l'Afrique subsaharienne ont fortement diminué ces dernières années (18,7 milliards de dollars en 2015 contre 26,8 milliards de dollars en 2014, soit une baisse de 30%). Elles ne représentaient que 0,8% des importations totales des Etats-Unis en provenance du monde.

La diminution des importations de "pétrole est une raison importante", souligne l'économiste Bismark Rewane, directeur de Financial Derivatives Company à Lagos. "Mais les Africains cherchent désormais d'autres partenaires, locaux, régionaux et dans d'autres régions du monde". "Ils sont devenus très sceptiques envers les Etats-Unis et le niveau d'intérêt a changé", explique l'économiste nigérian.

- L'accord peut-il être modifié au bénéfice des Etats-

Unis ? Donald Trump a régulièrement dénoncé les politiques protectionnistes adoptées par ses partenaires commerciaux et peut utiliser l'AGOA pour décourager toute mesure dans ce sens. L'Afrique de l'Est par exemple a exprimé sa volonté d'interdire les importations de vêtements d'occasion (revendus à moindre coût sur le continent), arguant que cela mettrait en péril les industries de textile de la région. Mais une telle interdiction est contraire aux conditions fixées par l'AGOA. "Les critères sont très clairs sur la restriction d'importation des produits américains", a expliqué Constance Hamilton, représentante économique pour la Maison Blanche en amont du forum de Lomé. Une telle restriction mettrait 40.000 emplois américains en danger, a-t-elle prévenu.

L'Afrique en bref

•Nigeria/ corruption La justice nigériane a définitivement saisi la luxueuse propriété, d'une valeur estimée à 37,5 millions de dollars, de l'ex-ministre du Pétrole Diezani Alison-Madueke accusée de fraude et blanchiment d'argent. Mme Alison-Madueke, ministre du pétrole entre 2010 et 2015 sous le président Goodluck Jonathan ainsi que présidente de l'OPEP de 2014 à 2015, est dans la ligne de mire de la Commission des crimes économiques.

•Centrafrique/conflit Au moins 45 personnes ont été tuées dans des violences entre groupes armés en Centrafrique depuis début juillet et 7.000 se sont réfugiées au Cameroun. Des violences qui, selon une déclaration d'un responsable de l'ONU, sont "des signes avant-coureurs de génocide". Un décompte de l'agence humanitaire des Nations unies (Ocha) mardi fait état de "24 décès" à Batangafo (nord-ouest) et d'"une dizaine" à Alindao (sud).

•Tchad/ politique Le chef d'un parti d'opposition tchadien, Mahamat Adoum, arrêté samedi à Moundou (sud) en marge d'une visite à l'ancien candidat à la présidentielle Laokein Médard, a été libéré le lendemain, alors qu'un militant soutenant M. Médard a été arrêté ce mardi.

A travers le monde

•France/Un homme fonce en voiture sur des militaires de l'opération Sentinelle



Photo : D.R.

Une voiture de marque BMW est actuellement recherchée après avoir renversé hier, un groupe de militaires de l'opération Sentinelle à Levallois-Perret, place de Verdun. Selon la Préfecture de police, six militaires ont été blessés, dont deux seraient grièvement touchés. Leur pronostic vital n'est toutefois pas engagé. Ils ont été transportés à l'hôpital Percy de Clamart.

USA/ Trump promet "le feu" à la Corée du Nord et Pyongyang menace Guam

Donald Trump a lancé des menaces apocalyptiques contre la Corée du Nord en raison de ses ambitions militaires, lui promettant le "feu et la colère" alors que Pyongyang a dit envisager de tirer des missiles près du territoire américain de Guam.

C'est arrivé...

Un adolescent trop pressé de descendre de l'avion arrêté

UN adolescent de 17 ans a été arrêté l'autre mardi après avoir ouvert la porte d'évacuation d'urgence d'un avion et sauté sur la piste juste après son atterrissage à San Francisco, a indiqué un porte-parole de l'aéroport.

Les raisons qui ont poussé ce jeune Américain à ouvrir la sortie de secours et à se précipiter ainsi sur la voie n'étaient pas encore connues, d'après ce porte-parole, Charles Navigante, qui a précisé que l'incident avait été sans conséquences sur le

trafic aérien et que personne n'avait été blessé. Après "être sorti de l'appareil sur le tarmac", le jeune homme a été appréhendé par des ouvriers de maintenance puis transféré aux agents de la police des frontières, selon M. Na-

vigante, qui a qualifié ce genre d'incidents de très rare. "C'est la première fois que je vois ça en sept ans" de service à l'aéroport SFO, a-t-il constaté. Les sanctions auxquelles fait face ce mineur trop pressé n'étaient pas encore connues.